

Dans un bidonville d'Accra, la capitale ghanéenne, où survivent quelque 200 000 habitants, les femmes cherchent le salut quotidien dans l'épargne, le « susu »

Microcrédit à « Sodome et Gomorrhe »

ACCRA
ENVOYÉ SPÉCIAL

Ce matin-là, le quartier de « Sodome et Gomorrhe » émerge de la moiteur et de la boue. La veille, des pluies diluviennes, vécues comme une bénédiction en cette saison d'acier, ont déferlé sur le dédale de rues défoncées. Quelque 200 000 personnes survivent dans ce bidonville dont le surnom ne doit rien au hasard dans ce Ghana pétri de références bibliques.

Pieds nus ou en sandales, des nuées d'enfants pataugent en slalomant entre les ornières remplies d'une eau rougeâtre. La zone immense tient du marché en plein air, de la cour des Miracles et du concentré d'habitats misérables. Aux arômes d'épices et de bananes grillées se mêlent ceux, moins sucrés, de la lagune qui borde le quartier, charriant vers l'océan les eaux usées de la ville. Le « miracle ghanéen », ce pays anglophone fier de ses 6 % de croissance annuelle, rare symbole de stabilité en Afrique, étale ses agences bancaires et ses décorations de Noël au-delà de cet égout en plein air.

Fangeux, impécunieux, Sodome et Gomorrhe, lui, n'intéresse pas les grandes enseignes financières. Le quartier a pourtant lui aussi sa « banque ». Pas de climatisation ni de plantes vertes dans l'agence locale de l'ONG Initiative-Development (ID). Le guichet occupe presque tout le petit local octogonal situé dans la partie couverte du marché. « Déposez votre « susu » quotidien chez nous », invite un simple avis collé sur la devanture. Le susu, c'est l'épargne en twi, la langue locale la plus courante.

« Certains de nos « clients » cherchent à financer leur repas du soir. Peu de financiers sont plus près du réel que nous », constate Romain Tevels, 30 ans, directeur d'ID-Ghana. Cette organisation liée à l'ONG française Entrepreneurs du monde propose des prêts d'un montant maximal de 1 000 cédis (660 euros) et des formules d'épargne dans sept quartiers pauvres de la capitale.

Patience Tobizo, une élégante épicière, personnifie modestement l'une des success stories de l'organisation. Comme des millions d'Africaines, cette mère de six enfants a longtemps complété les revenus de son mari, charpentier, en vendant dans la rue des beignets ou des produits ménagers, dans une bassine calée sur sa tête.

Grâce aux 150 cédis (99 euros) prêtés par ID, elle a pu acheter le stock de boissons, savonnets et couches-culottes à l'unité qu'elle propose désormais aux passants dans un stand revêtu des couleurs de Coca-Cola. Patience, la bien-nommée, attend toujours le réfrigérateur promis par la marque en échange de cette publicité. Elle dit dégager un profit de 12 cédis (8 euros) par semaine après avoir remboursé les traites d'un crédit consenti au taux mensuel de 3,25 %.

Lorsqu'on s'étonne de ce taux élevé, Romain Tevels répond en évoquant les 18 % annuels d'inflation au Ghana, les

Des nuées d'enfants slaloment entre les ornières remplies d'une eau rougeâtre



Le marché de « Sodome et Gomorrhe », à Accra, est installé près du lagon de Korle, très gravement pollué par les rejets industriels. GUILLAUME BINET/MYOP POUR « LE MONDE »

autres services (formation, aide à l'accès à l'assurance-maladie) que propose son ONG à la population et le coût élevé de la gestion de ces prêts.

« Aucune banque ne veut payer quelqu'un pour aller récupérer 20 cédis [13,2 euros] au fond d'un bidonville. » Il tire aussi argument des exigences encore plus élevées des « susu collectors », banquiers traditionnels, mais voraces. Si ID compte 7 500 épargnants et 4 600 prêts en cours à Accra pour un montant total équivalant à 370 000 euros, « c'est que nous répondons à un besoin », observe-t-il.

« Personne d'autre ne veut nous prêter », confirme Mary Ugenagar, qui guette l'acheteur devant un monceau d'ignames odoriférantes. La commerçante en gros vient de terminer de rembourser les 200 cédis empruntés qui lui ont permis d'acheter comptant sa marchandise à un moment de cours bas.

L'ONG finance exclusivement des activités productives et assure qu'elle ne connaît pas la moindre défaillance de remboursement. Les prêts aux commerçants ne sont consentis qu'après une phase d'épargne et un sérieux questionnaire. L'argent n'est versé qu'à des groupes

dont chaque membre prend l'engagement de faire pression sur les éventuels mauvais payeurs.

Plus de neuf emprunteurs sur dix sont des femmes, considérées comme notablement plus fiables et aptes à tirer parti de sommes infimes. « Un homme ne tirera rien d'un prêt de 100 cédis. Une femme, elle, achètera immédiatement quelques tomates ou oignons, qu'elle revendra, et gagnera sa vie ainsi », affirme Benjamin Sackey, responsable ghanéen d'ID à Sodome et Gomorrhe. Pour lui, le microcrédit n'assure pas seulement la survie, mais permet « un changement de statut » social.

Bien loin de Wall Street, la ménagère des bidonvilles d'Accra pourrait elle aussi rapidement pâtir de la crise financière mondiale. Déjà, la raréfaction du crédit bancaire et la chute des transferts d'argent de la diaspora compromettent le décollage du Ghana.

La pénurie de microcrédit menace elle aussi. Une ONG comme ID souffre de la diminution des dons d'entreprises et des subventions publiques. Elle a dû commencer elle-même à emprunter auprès de banques. L'ouragan financier venu des Etats-Unis menace aussi les miettes vitales du microcrédit. ■

PHILIPPE BERNARD

Prêts solidaires sur Internet

IL SUFFIT d'une connexion Internet et d'une carte de crédit pour prêter quelques dizaines d'euros à un petit entrepreneur à l'autre bout du monde et assurer sa survie. Entre supermarché humanitaire et réseau actif de solidarité, deux sites, un américain (Kiva) et un français (Babyloan), proposent de consentir en ligne un microprêt. Préférez-vous aider Mathilde, commerçante d'Atakpamé (Togo), à constituer un stock de pagnes ou Marie-Leonor, qui, au Guatemala, se lance dans la fabrication de poêles à tortillas ?

Entre photos souriantes, projets méritants et vidéos pédagogiques, les candidats au prêt solidaire ont l'embarras du choix. Il ne s'agit pas de faire un placement puisque aucune rémunération n'est offerte, mais de verser une petite somme (20 euros ou 25 dollars minimum) qui, agrégée à beaucoup d'autres, sera mise à la disposition d'une institution de microfinance. Celle-ci, sur le terrain, la prêtera (avec intérêts) à Mathilde ou à Marie-Leonor. « Les gens peuvent ainsi mettre un visage sur la microfinance », résume Franck Renaudin, directeur de l'ONG Entrepre-

neurs du monde. Le prêteur sera informé régulièrement de l'état d'avancement du projet, puis du remboursement.

Le succès est impressionnant aux Etats-Unis. En trois ans, 38 millions de dollars ont été collectés par 325 000 personnes par le site pionnier Kiva.org. Kiva propose aux souscripteurs d'intégrer des groupes de prêteurs réunis par affinités amicales, professionnelle ou religieuse.

Ce système « rompt avec l'idée péjorative d'assistance. Les prêteurs ne se posent pas en bienfaiteurs mais aident des gens à s'en sortir par eux-mêmes », plaide Arnaud Poissonnier, un ancien banquier qui, cet été, a lancé le site français Babyloan.org. Les internautes aiment l'idée de court-circuiter les banques et de se transformer en banquiers solidaires ». En quelques semaines, babyloan a collecté près de 60 000 euros destinés au Bénin, au Tadjikistan et au Cambodge. Le site facture aux organismes de microcrédit 2 % des encours en frais d'accès auxquels s'ajoutent 2 % sur le montant des sommes prêtées, là où les prêts bancaires oscillent autour de 10 %. ■

PH. B.

CHANEL

JOAILLERIE

ULTRA

